

Il y a un malentendu entre les Etats et la Cedeao sur la politique agricole

Interview d'Ibrahima Coulibaly, avril 2012



Dans cette interview donnée en marge d'un atelier du Roppa en avril 2012, Ibrahima Coulibaly, président de la Coordination Nationale des Organisations Paysannes du Mali, s'alarme du comportement des Etats ouest-africains qui pourraient compromettre la mise en œuvre des politiques promues au niveau régional. Il aborde également l'approche malienne de lutte contre l'accaparement des terres, misant sur le recours à la justice nationale ou supranationale, et revient sur la question du financement des OP après le Forum paysan du Fida.

Les conditions sont elles réunies pour que l'Ecowap avance réellement en 2012, que ce soit au niveau régional ou dans les pays ?

Ibrahima Coulibaly : L'Ecowap a été un véritable espoir pour les paysans en Afrique de l'Ouest. Le Roppa a réellement participé à l'élaboration de cette politique régionale, tout comme il avait participé à l'élaboration de la politique de l'Uemoa, la PAU, même si cela avait été moins concluant. Les OP ont réellement fait entendre leur voix : cette politique reconnaît la souveraineté alimentaire, l'agriculture familiale. Pour nous ce sont de grandes avancées. Auparavant, rien de tout cela ne figurait dans les discours, on parlait d'organisation de grandes filières, de structurer la politique autour des chaînes de valeur. Certes depuis que cette politique a été élaborée, on aurait aimé que les choses aillent plus vite. Mais les récentes évolutions vont selon nous dans le sens d'une accélération de la mise en œuvre.

Quels sont les principaux obstacles à cette mise en œuvre ?

IC : Les problèmes se trouvent au niveau des pays. Au niveau régional, je dirais que la volonté politique est là. Il y a des techniciens qui sont très motivés, très engagés, qui ont œuvré pour que les choses avancent. Mais au niveau des Etats, je pense qu'ils ne comprennent même pas le processus Ecowap. Pour eux c'est juste une opportunité pour faire un nouveau catalogue de projets et bénéficier de davantage de financements extérieurs. Ils ne voient pas les PNIA comme une dynamique régionale visant à structurer la production alimentaire, assurer la sécurité alimentaire, soutenir l'agriculture telle qu'elle est en Afrique et dans la région. La plupart des pays sont allés aux « business meetings » avec des catalogues de projets en espérant décrocher des financements. Donc on retombe dans le schéma classique, parce que tous les Etats africains ont des catalogues de projet et bénéficient de financements gigantesques. Si je prends l'exemple du Mali, rien qu'au ministère de l'agriculture, il y a 1187 milliards de CFA dans une centaine de projets. C'est un scandale parce que cet argent ne sert strictement à rien, en tous cas il ne sert pas à la sécurité alimentaire, ni à faire avancer la valorisation des produits agricoles et à structurer le monde rural. C'est de l'argent perdu, c'est du temps perdu, c'est de l'énergie perdue.

Le fait que les OP s'impliquent dans l'élaboration des PNIA peut-il changer les choses ?

IC : Oui, c'est bien pourquoi les Etats ont tenté de les marginaliser dans le processus dans beaucoup de pays. Ils ont choisi des OP malléables en laissant de côté les OP ayant des idées et des capacités d'influence sur le processus. Bref il y a un grave malentendu qu'il faut lever : si la volonté politique est clairement affichée au niveau régional mais qu'au niveau des Etats les gens continuent à aller dans les approches projets classiques, je pense qu'on ne va pas avancer. Il faut que la Cedeao trouve le moyen de mettre en place un système d'évaluation inclusif, qui puisse véritablement « noter » les pays qui font des progrès, qui sont à l'écoute des producteurs. Il faut trouver de tels mécanismes sinon on va faire du sur place pendant très longtemps.

Noter les pays qui sont à l'écoute des OP, c'est un projet que vous avez au Roppa ?

IC : Ce sont des idées. Vous savez nous sommes persuadé qu'il nous faut trouver des moyens de contraindre les pays, d'une façon ou d'une autre. Si on a déjà perdu énormément de temps ce n'est pas parce que l'Afrique ne peut pas se nourrir. C'est surtout parce que rien n'a été fait pour que l'Afrique se nourrisse. C'est pourquoi nous continuons à importer des céréales de toutes sortes alors que nous avons les capacités de production. Tout le monde sait cela, aujourd'hui il n'y a aucun doute sur la nature des problèmes. La crise alimentaire a clairement montré que c'est la politique qui est à la base de notre problème. Malheureusement les réponses ne sont pas du tout aujourd'hui à la hauteur de nos attentes.

Est-ce que la crise, qu'elle soit alimentaire ou sécuritaire d'aujourd'hui va encore ralentir le processus de mise en œuvre de ces politiques, ou est-ce qu'elle peut être au contraire un catalyseur ? On a dit par exemple qu'après 2008 il y a eu un vrai réveil de la part des autorités politiques sur la question agricole. Est-ce qu'on peut dire que la crise peut avoir cet effet là ?

IC : Oui c'est ce qu'on avait espéré en 2008. Mais vous avez vu ce qu'a donné ce réveil : l'accaparement des terres ! L'accélération de l'accaparement des terres au détriment des paysans. Or je pense que tout le monde doit être convaincu qu'il n'ya pas de solution pour l'accès à l'alimentation en dehors de la production par les paysans. Ce n'est pas des multinationales qui viendront nourrir les paysans. Nos politiques ne comprennent absolument pas les enjeux. Ou bien ils ne sont pas sur le sol africain, ils réfléchissent avec des mentalités aériennes. Comment peut-on croire qu'en Afrique ce sont de gros producteurs qui vont venir produire l'alimentation et que les paysans vont aller acheter pour manger. C'est ce genre de politique qui est en œuvre depuis 2008. Au Mali l'Etat est allé jusqu'à céder près de 800 000 ha à des soi disant investisseurs étrangers. Ce sont de véritables drames. Nous on est actuellement en train de faire deux procès contre le gouvernement du Mali, on instruit deux procès, pour deux zones. Et nous sommes sûrs de gagner les procès car ce sont des violations flagrantes des droits des paysans.

Auprès de quelle cour ?

IC : La Cour Malienne pour le moment mais nous avons l'intention d'aller jusqu'à la Cedeao si nécessaire. Au niveau du Roppa nous sommes en train de nous organiser. Nous recensons tous les cas d'accaparement qui ont lieu dans les pays pour déposer un dossier commun à la cour de Justice de la Cedeao qui est une très bonne cour de justice. Elle a déjà rendu justice à des gens qui ont été spoliés de leurs terres en Gambie et contre le président de Gambie, c'est dire si c'est une cour de justice qui est crédible. Donc si nous n'arrivons pas à avoir gain de cause au niveau national, le Roppa se saisira du dossier pour déposer une plainte à la Cour de la Cedeao.

On dit que la stratégie de lutte contre l'accaparement malienne est de passer par la justice. Pourquoi ce choix au Mali ? Est-ce que la justice est plus intègre au Mali ?

IC : Vous savez, il n'y a aucune base juridique qui permet aujourd'hui l'accaparement des terres. Dans les législations actuelles, il n'y a rien qui permet de faire ce que les gouvernements sont en train de faire. Il y a là un problème de fond. C'est pourquoi nous avons préféré l'approche juridique. Nous avons deux options. Soit nous passons par la violence et nous prenons les armes, soit nous attaquons le gouvernement devant la Justice. On ne veut pas que les communautés s'engagent dans la violence et essayent de tirer sur les militaires qui viennent les réprimer quand ils manifestent. Faisons confiance à la Justice tant que nous n'avons pas la preuve que cette Justice est manipulée par le politique. C'est pourquoi nous avons choisi des avocats qui sont des avocats engagés dans la société civile, qui ont monté le dossier et porté plainte. On attend le jugement mais on espère que la Justice rendra la terre aux paysans.

Sur la question du financement des OP, vous avez porté un message auprès du Fida, selon lequel les OP qui mettent en place un service public, d'intérêt général, doivent pouvoir obtenir des fonds publics. Or certains leaders d'Amérique semblaient contester cette idée, qui ouvre la voie à l'instrumentalisation des OP par les Etats selon eux. Comment expliquer cette différence de points de vue ? Est-ce l'objet d'un débat au sein de la Via Campesina ?

IC : J'ai une vingtaine d'années d'expérience dans le mouvement paysan, j'ai vu au moins 40 pays dans le monde. Je n'ai pas vu un seul mouvement syndical au service de ses membres qui ne reçoive pas de soutien public. Pour moi ces positions latino-américaines sont totalement idéologiques. Nous sommes des contribuables, nous payons des impôts en tant que paysans. Pour quelle raison moi qui paye des impôts je vais refuser des ristournes de mon gouvernement pour rendre un service public que le gouvernement est incapable de fournir ? Pour moi c'est une question de logique tout simplement. Et il n'y a pas de risque particulier que l'Etat nous instrumentalise. Si nous sommes capables de porter plainte contre nos gouvernements c'est que nous n'avons aucune compromission. Par ailleurs, ces mêmes organisations d'Amérique latine reconnaissent qu'elles bénéficient d'aides. Pour moi il y a incohérence. Que les Etats acceptent ou soient obligés de mettre en place des dispositifs pour soutenir les organisations qui offrent des services de conseil agricole, de formation, de commercialisation, bref tout ces service que les Etats ne peuvent plus offrir, cela ne fera qu'améliorer la sécurité alimentaire, la situation des paysans, et finalement créer de la richesse. Je pense que c'est le manque de moyens qui nous retarde aujourd'hui. D'ailleurs les plateformes membres du Roppa ont clairement demandé que le Roppa mette en place dans son plan stratégique un axe économique parce que nous sommes conscients que c'est aussi cela la voie de l'avenir. Le travail syndical est capital mais il ne suffit pas : il faut structurer la production pour que les OP soient à même de capter la plus value de ce qu'elles produisent, qu'elles cessent d'être la victime régulière des intermédiaires et des commerçants. Il n'y a pas antinomie entre le travail syndical et le travail économique de notre point de vue, au contraire il y a une complémentarité qu'il faut trouver.

Les Fonds de développement qui ont été présentés vont-ils dans ce sens ? Il semble y avoir des guichets relativement ouverts aux OP

IC : Moi je suis dubitatif par rapport à ces fonds, notamment celui de l'UEMOA : je ne vois pas bien comment ce fonds va rendre service massivement à l'agriculture paysanne familiale, même si les choses sont peut être en train de changer puisque l'Uemoa participera au financement du plan quinquennal du Roppa. Concernant la Cedeao, je pense qu'elle a développé une capacité de dialogue plus importante avec les OP. Pour nous oui, il est possible de l'influencer. Nous pensons qu'elle est une des institutions les plus crédibles au niveau régional. Cependant on déplore une lourdeur administrative qui commence à freiner les actions.

Quel doit être le rôle de l'aide internationale aujourd'hui ?

IC : Je pense qu'il y a un grand problème de gouvernance dont on parle peu. On présente les pays africains qui font des élections comme des pays démocratiques : si vous faites des élections régulièrement, vous êtes démocratique, c'est le seul critère que l'on retient. Et cependant on assiste à une marginalisation croissante des paysans. Des fonds gigantesques sont donnés par l'aide publique au développement, les grands pays développés, mais ces fonds n'arrivent pas au niveau des exploitations agricoles. Et pour couronner le tout, on essaye de prendre aux paysans tout ce qu'il leur reste, la terre ! Je pense que l'Occident a une responsabilité grave aujourd'hui devant ce genre de situation. On ne peut pas considérer comme démocratiques des gouvernants qui pratiquent l'accaparement des terres. On ne peut pas continuer à distribuer l'argent des contribuables européens à des gouvernements qui font tout sauf soutenir l'agriculture familiale, soit 75 % des actifs de notre région. Il faut que la société civile en Occident se mobilise autour de ce phénomène. Ce qui s'est passé au Mali n'est que le résultat d'une accumulation d'injustices à tous les niveaux. Les paysans, la société civile, tout le monde est victime d'injustice. Je ne pense pas qu'on puisse faire avancer un pays, créer une stabilité dans un contexte où l'injustice domine. Je pense que l'accaparement des terres est la chose la plus inacceptable dans nos pays, et il faut l'arrêter par tous les moyens.